

L'Afrique du Sud a le plus élevé taux de chômage au monde

Page 13

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 30 août 2021

7 jrs/7

N°1716 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Changement climatique : Madagascar au bord de la famine

Page 15



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Nigéria : Crise sécuritaire, inquiétudes alimentaires

Page 11



Ethiopie : Plus de 200 personnes tuées dans des violences intercommunautaires

Page 12

ÉTHIOPIE

Plus de 200 personnes tuées dans des violences intercommunautaires



Une série d'attaques et de représailles à caractère ethnique ont fait plus de 200 morts dans la région de l'Oromia, dans l'Ouest

Environ 210 personnes ont été tuées au cours de plusieurs jours de violence ethnique dans la région tendue d'Oromia en Éthiopie la semaine dernière, a annoncé jeudi 26 août la Commission éthiopienne des droits de l'homme (EHRC).



L'OLA a conclu un accord avec les rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF)

Selon la commission affiliée à l'État , jeudi dernier, des témoins avaient décrit ,« des hommes armés prétendument affiliés à l'OLF-Shane », (appellation utilisée par les autorités pour désigner l'Armée de libération oromo-OLA-) ont mené le 18 août des attaques « à caractère ethnique ». A en croire l'agence Reuters, les habitants de la région et d'autres ont déclaré à la commission que plus de 150 personnes avaient été tuées par les hommes armés. L'attaque a forcé des femmes et des enfants à fuir vers les zones voisines et a déclenché une vague de meurtres par vengeance.»Au cours des jours suivants, certains habitants

La suite à la page 3

NIGERIA

La suite de la page 2

ont mené des attaques de représailles ethniques, tuant plus de 60 personnes» et déclenchant un nouvel exode de civils fuyant les violences, a indiqué la commission appelant à une «action immédiate» pour empêcher l'instabilité de se propager davantage et à une enquête sur les raisons pour lesquelles les forces de sécurité se sont retirées de la zone de conflit .

Allié du TPLF

L'OLA a été désignée organisation terroriste par le parlement en mai aux côtés du Front populaire de libération du Tigré (TPLF), dont les forces rebelles combattent dans le nord de l'Éthiopie depuis novembre dernier. Le gouvernement a accusé l'OLA d'avoir massacré des civils à Oromia, la plus grande région du pays, et à Amhara, la deuxième. Des affrontements impliquant les deux groupes ethniques ont fait plus de 300 morts en plusieurs jours en mars, ont indiqué des responsables fédéraux. Les combattants de cette organisation ont nié les allégations d'être le fer de lance des massacres macabres.

Source: al jazeera; BBC

K.Fiakofi

L'ancien président nigérian Obasanjo nommé Haut Représentant de l'UA pour la Corne de l'Afrique



Obasanjo apporte avec lui une expérience politique très riche et des références irréprochables d'engagement ferme envers les nobles idéaux du panafricanisme

L'Union africaine (UA) a nommé jeudi 26 août l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo comme son haut représentant pour la région de la Corne de l'Afrique.

Cette nomination fait partie de la volonté de l'Union africaine de "promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le dialogue politique dans toute la région de la Corne de l'Afrique ", a déclaré à Nation africa jeudi, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA. Plus précisément, le Haut Représentant aura pour mission d'intensifier ses engagements avec tous les acteurs politiques et parties prenantes concernés dans la région en vue d'ancrer une paix et une stabilité durables dans la Corne de l'Afrique.Le président de la Commission de l'UA a hautement apprécié Obasanjo pour avoir accepté ce que l'UA qualifie de « mission politique stratégique dans l›intérêt collectif du

La suite à la page 4

NIGERIA

La suite de la page 3



La Corne de l'Afrique, une des régions les plus instables sur le continent où sévissent pauvreté, sécheresse et conflits.

bloc continental ».« L'ancien dirigeant nigérian apporte avec lui une expérience politique très riche et des références irréprochables d'engagement ferme envers les nobles idéaux du panafricanisme et de l'intégration et de la coopération régionales, ainsi qu'une connaissance approfondie de la situation actuelle dans la Corne de l'Afrique », souligne un communiqué de l'organisation.

Cette nouvelle nomination intervient alors que la région volatile de la Corne de l'Afrique connaît des conflits et des crises.Une guerre civile qui dure depuis neuf mois dans la région du Tigré en Éthiopie s'est propagée à d'autres régions du pays. Billene Seyoum, porte-parole du bureau du Premier ministre éthiopien, a déclaré jeudi à la presse locale que le conflit du Tigré, qui s'est étendu aux régions d'Afar et d'Amhara, a entraîné le déplacement de près d'un demi-million de personnes. La nomination d'Obasanjo intervient également alors que la Somalie et ses partenaires internationaux n'ont pas réussi à freiner une nouvelle montée de l'insurrection du groupe terroriste Al-Shabaab.

Source: Nation Africa

K.Fiakofi

RDC: La communauté pygmée attend le vote de la loi sur la protection de leurs droits

Les peuples autochtones Pygmées constituent en RDC comme dans le Bassin du Congo la population la plus ancienne dont la présence est attestée depuis 3000 ans avant notre ère. Les Pygmées ont construit dans la forêt une société exceptionnelle par sa capacité d'adaptation au milieu naturel, vivant traditionnellement en petites communautés nomades très peu hiérarchisées qui se déplacent chacune a l'interieur d'un espace vital.

Adoptée par l'Assemblée nationale au mois d'avril, la loi qui consacre la discrimination positive en faveur des peuples autochtones jadis marginalisés, doit encore être débattue par le Sénat, rapporte Allafrica. Ce texte comprend notamment la gratuité des soins pour cette population estimée à 1 million de personnes en RDC.

La suite à la page 5

RDC

La suite de la page 4



La population pygmée se dit marginalisée en Afrique centrale

« L›État congolais est prêt à accompagner les peuples autochtones pygmées dans la reconnaissance de leurs droits fondamentaux, au même titre que tous les autres congolais, tels que garanti dans la Constitution, ainsi que dans la sécurisation de leurs terres ancestrales comme gage des définitions et des garanties de leur identité culturelle, et dans l›incorporation de toutes ces connaissances-là au niveau du patrimoine national mais aussi dans la définition ou dans la mise en place d›un fonds national de développement. Et tous ces éléments-là, nous les retrouvons déjà dans la loi qui est actuellement en cours d›analyse au niveau du Sénat », a expliqué Patrick Saidi, de l'ONG Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA)

Selon le député Rubin Rachidi qui s'est confié à l'Agence Anadolu, le projet a été voté par 382 députés, un seul député national a voté contre ce projet sans préciser ses raisons. Le vote d'une telle loi est une première en RDC, indépendant depuis 1960.

La loi accorde plusieurs avantages aux Pygmées

Ce pays compterait plus d'un million de pygmées, selon la Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA), ONG congolaise qui milite depuis 10 ans pour l'émancipation des pygmées. Le projet de loi consulté par notre source, prévoit notamment la gratuité des soins, de l'enseignement primaire et secondaire, l'assistance gratuite des pygmées devant les instances judiciaires.

Pour rappel, en janvier dernier les Pygmées se sont mobilisés pour exiger aux autorités congolaises de « mener des enquêtes » après le massacre de 46 des leurs dans l'Est. Une tuerie qui porterait la signature du groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF). Les Pygmées se disent généralement discriminés en Afrique centrale.

Fatimata COMPAORE

CENTRAFRIQUE

Une ONG dénonce un «accord tacite» entre le groupe Castel et des groupes armés

La société Sucaf (Sucrerie africaine de Centrafrique) filiale du groupe français Castel est accusée par une ONG américaine, The Sentry, d'avoir apporté son soutien financier à des groupes armés pendant plusieurs années en échange de la sécurisation de ses activités, selon l'ONG The Sentry. Ce qui a d'ailleurs poussé le direction générale du groupe viticole français Castel a annoncé dans un communiqué, jeudi, avoir «saisi son comité d'éthique» face aux «graves allégations» de l'ONG The Sentry concernant cette affaire.



Parmi les principaux bénéficiaires de ce prétendu « accord », on cite le chef de l'UPC, Ali Darassa, ainsi que l'ancien coordinateur politique du groupe, Hassan Bouba, actuel ministre de l'Élevage



Le groupe Castel « a agi ainsi pendant une période de six ans, selon l'ONG

L'ONG The Sentry, spécialisée dans la traque des financements illicites en zones de conflit, a dénoncé dans un rapport, un « accord tacite » conclu entre une filiale du groupe Castel et l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa. Dans sa réaction, le groupe français a annoncé, jeudi 19 août, le lancement d'une enquête après la publication d'un rapport de l'ONG The Sentry sur un soutien financier présumé d'une de ses filiales à des groupes armés en Centrafrique

La suite à la page 7

La suite de la page 6

en échange de la sécurisation d'une usine, selon l'agence Anadolu. Ces accusations sont qualifiées par l'entreprise d'allégations graves «.

Diligenter immédiatement une enquête

En effet, selon le rapport publié mercredi 18 août par l'ONG américaine The Sentry, l'affaire concerne la Sucrerie africaine de Centrafrique (Sucaf RCA), filiale de la Société d'organisation, de management et de développement des industries alimentaires et agricoles (Somdiaa), elle-même contrôlée à 87 % par Castel. La négociation de cet « accord tacite » remonte à fin 2014, selon The Sentry. À l'époque, les différents groupes armés présents en Centrafrique contrôlent 60% du territoire. La localité de Ngakobo, dans la préfecture de la Ouaka, où est implantée la Sucaf, filiale du groupe Castel, est aux mains de l'UPC d'Ali Darassa a indiqué RFI. Le rapport révèle qu'elle a «négocié un arrangement sécuritaire» et «tenter de protéger le monopole de la société». Selon l'agence Anadolu, la milice a aidé à protéger le monopole de l'entreprise, en saisissant «du sucre de contrebande, en particulier en provenance du Soudan» , a ajouté l'ONG précisant que les rebelles recevaient des commissions pour chaque expédition saisie. Et en échange de la sécurisation du site, la Sucaf RCA a mis en place un «système sophistiqué et informel pour financer les milices armées par des paiements directs et indirects en espèces, ainsi que par un soutien en nature sous forme d'entretien des véhicules et de fourniture de carburant», selon The Sentry.

La direction générale de Castel ayant pris connaissance des allégations graves portées, a saisi son comité d'éthique dans le but de diligenter immédiatement une enquête conformément à ses procédures internes indique l'agence Anadolu.

Sources : Agence Anadolu, RFI

Pierre Oued.

Sommet CEMAC: Mahamat Idriss Deby a plaidé pour une réaction appropriée et solidaire face aux défis

Lors du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la CEMAC, tenu le 18 août 2021, le président de la transition au Tchad, Mahamat Idriss Deby a invité ses pairs à une réaction appropriée, coordonnée et solidaire face aux défis. Il a aussi plaidé pour la renégociation de la dette.

Dans le but de redessiner la situation économique et monétaire de la sous-région, les Chefs d'Etat de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), se sont réunis par visioconférence, à l'appel du président camerounais, Paul Biya. Les travaux étaient placés sous le thème : « évaluation de la

La suite à la page 8

La suite de la page 7

situation macroéconomique de la zone CEMAC en contexte de pandémie du Covid-19 et analyse des mesures de redressement ». Il était question d'évaluer et d'apporter les solutions aux maux qui empêchent l'épanouissement économique et monétaire de la sous-région, notamment des défis sécuritaires, de la crise sanitaire liée au Covid-19 et de la baisse des cours et la production des produits pétroliers.



Le président du Conseil militaire de transition du Tchad, Mahamat Deby participait pour la première fois à un sommet des chefs d'Etat de la CEMAC. A cette occasion, il a fait des propositions pour le redressement de l'économie de la sous-région et la renégociation de la dette conformément au Cadre commun du G20.

Pour lui, les principaux piliers de cette seconde génération des reformes qui vise à accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté devraient reposer, d'abord, sur la compétitivité, l'attractivité de nos économies et leur transformation en vue d'une croissance durable, inclusive, davantage digitale, pro business et créatrice d'emplois, mettant l'accent sur l'amélioration du climat des affaires, l'industrialisation, le développement du secteur financier et le renforcement de l'intégration régionale.

Ensuite, sur la gouvernance du secteur et des services publics, à travers l'amélioration de la gestion des finances publiques et parapubliques, l'accroissement des investissements dans les secteurs de l'énergie verte, de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage. Et enfin, sur le capital humain, par l'accélération des programmes de vaccination anti-covid-19, l'ouverture des économies, le renforcement des politiques et des offres publiques en matière de santé, de formation et d'éducation.

« Les réformes structurelles dans lesquelles nous nous engageons sont difficiles. Cependant, dans un environnement mondial de plus en plus compétitif, marqué par une récurrence des crises plus sévères les unes que les autres, nous, Etats membres de la CEMAC, n'avons d'autre choix que de bâtir une résilience fondée sur la transformation de nos économies », a affirmé le président du conseil militaire de transition du Tchad Mahamat Idriss Deby.

Nang-yanan Raoul

RDC/ZAMBIE

Bientôt la délimitation des frontières entre RDC et Zambie

Les travaux de la Commission technique mixte RDC-Zambie chargée, par les deux États, de la démarcation de leur frontière terrestre comprise entre les lacs Tanganyika et Moero, se sont tenus dans la cité de Pweto, dans le Haut-Katanga, selon l'Agence congolaise de presse qui a cité dimanche 22 août 2021 le ministère des Affaires étrangères congolais.



Le début du conflit frontalier entre la RDC et la Zambie remonte a fin du 19è siècle



Le programme de démarcation sera axé sur la sensibilisation, la topographie et la cartographie

Les travaux de délimitation s'étendront sur plus ou moins 205 km, dans le souci de renforcer le climat de paix et de sécurité dans la région, sous l'impulsion des deux Chefs d'État qui ont décidé de mettre en œuvre la recommandation du « Programme frontières de l'Union Africaine », invitant les Etats africains à achever la délimitation et la démarcation de leurs frontières, d'ici l'an 2022. En effet, selon le responsable provincial, Dieudonné Kamona Yumba, ministre de l'Intérieur de la province congolaise du Tanganyika (sud-est) «La RD Congo est lassée par ce conflit. Voici plusieurs mois que l'armée zambienne occupe plusieurs villages de notre territoire, plusieurs bornes ont été détruites et déplacées» a fait savoir l'AFP.

Une frontière héritée de la colonisation

La délégation zambienne qui s'est déplacée à Pweto est

La suite à la page 10

TCHAD

La suite de la page 9

conduite à cette commission mixte par Joseph Minango, arpenteur général de la Commission zambienne des frontières, tandis que du côté congolais, les experts travaillent sous la direction du Pr Célestin Nguya-Ndila Malengana, témoin à l'époque, de la signature en 1989, du traité ayant levé les divergences frontalières entre la RDC et la Zambie par les anciens présidents, Mobutu et Kenneth Kaunda, selon l'agence de presse congolaise. Il faut dire que l'objectif primordial de cette opération est de faciliter la coexistence pacifique des populations vivant le long des frontières communes. L'agence ajoute que cette activité facilitera le commerce frontalier et les relations cordiales entre la RDC et la Zambie. Pour rappel, la frontière tracée à la fin du 19e siècle par les anciennes puissances coloniales belge (pour la RDC) et britannique (pour la Zambie) étant désormaais contestée, une commission d'experts avait été mise en place en 1982, ce qui a permis d'élaborer un traité entre les deux pays, sept ans plus tard.

Source : www.msn.com

www.voaafrique.com

Pierre Oued.

Le pays appelle ses partenaires au développement au secours



Une vue des acteurs pendant le sommet d la CEMAC

Le président du Conseil militaire de transition, le général Mahamat Idriss Deby, a formulé mercredi 02 doléances aux partenaires techniques et financiers, au cours du sommet des chefs d'État de la zone CEMAC qui s'est tenu en présence des représentants du FMI et de la Banque mondiale.

Le chef de la transition tchadienne plaide pour des financements plus conséquents afin d'engager dans les meilleures conditions, une lutte sans merci contre le sous-développement et son corollaire de paupérisation, d'insécurité, de chômage des jeunes et leur exil. Il exhorte les partenaires à la souplesse dans l'évaluation de la mise en œuvre des programmes économiques, en tenant compte du contexte sécuritaire et macroéconomique sous régional encore fragile. Les appuis divers des partenaires ont été déterminants, en particulier l'aide d'urgence contre la Covid-19, les initiatives de suspension et d'allègement des dettes, la mise en place du Cadre Commun du G20 et l'allocation générale des Droits de Tirage Spéciaux d'un niveau sans précédent, selon Mahamat Idriss Deby. Il a assuré que les États continueront de mettre en œuvre toutes les mesures visant à améliorer la qualité des dépenses, la mobilisation des ressources domestiques et la promotion de tous les compartiments du climat des affaires, tant en matière de justice, de fiscalité, de financement du secteur privé et de réglementation des changes.

Nang-yanan Raoul

NIGERIA

La crise sécuritaire aggrave les inquiétudes alimentaires

Le poumon agricole du Nigeria est en proie à des années de violences entre éleveurs nomades et agriculteurs. Une crise qui s'est aggravée à mesure que le changement climatique intensifie la concurrence pour l'eau et la terre.



Les prix des denrées flambent à cause de la crise sécuritaire



Cette crise laisse présager un grand danger pour la croissance et le développement

Alors que l'insécurité se double d'un conflit entre éleveurs et agriculteurs, la crise dans le nord-ouest du Nigeria s'est transformée en une criminalité plus large avec des enlèvements massifs contre rançon, des vols de bétail et le banditisme. L'exode rural est un facteur clé de l'augmentation du coût des denrées alimentaires dans le pays le plus peuplé d'Afrique, touchant ainsi des dizaines de millions de pauvres. Le bureau des statistiques du gouvernement a indiqué que l'inflation en juin était d'environ 17% par rapport à l'année précédente. Cette hausse a été induite par les effets de la pandémie mondiale qui a déclenché une chute de la demande de pétrole, affectant gravement les revenus du Nigeria, grand producteur de pétrole. Mais au sein de l'indice se cache une nouvelle encore pire, avec une inflation alimentaire de 22%.

La pénurie alimentaire

Le mois dernier, le chef de l'Agence nationale de gestion des urgences a mis en garde contre la pénurie alimentaire, affirmant que de nombreux agriculteurs vivant dans des camps pour personnes

La suite à la page 12

ZIMBABWE

La suite de la page 11

déplacées à l'intérieur du pays auraient du mal à retourner dans leurs terres. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a signalé en mai que Benue comptait plus de 200 000 personnes déplacées, bien que les estimations des gouvernements locaux mettent ce chiffre beaucoup plus haut. Le gouverneur de l'État de Benue, Samuel Ortom, a déclaré qu'il craignait les répercussions de l'exode rural sur la production alimentaire et l'économie en général. «Cette crise laisse présager un grand danger pour la croissance et le développement du Nigeria», a déclaré Ortom à l'AFP.« Sans une sécurité adéquate, il ne peut y avoir d'agriculture pour produire de la nourriture pour notre peuple. En mai, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a averti qu'au moins 9,2 millions de Nigérians sont confrontés à une crise ou à des niveaux d'insécurité alimentaire pires cette année, en raison des conflits dans le pays.

Source: ewn.co.za

K.Fiakofi

Le pays redresse sa monnaie avec les fonds FMI



Le gouvernement conservera plus de la moitié des 961 millions de dollars reçus du FMI

Le Zimbabwe utilisera plus de la moitié des 961 millions de dollars alloués par le Fonds monétaire international (FMI), sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) pour soutenir sa monnaie en difficulté.

Le gouvernement a abandonné mardi 24 août un ancrage 1:1 entre un précurseur du dollar zimbabwéen réintroduit et le billet vert en février 2019. Selon le site Business live, la devise se négocie désormais à 85,82 pour un dollar américain et encore plus bas sur le marché noir. Une chute qui a rendu la tâche difficile pour le gouvernement. «Pour le soutien de la monnaie, nous voulons retenir environ 500 millions de dollars» de réserves, a déclaré aux médias locaux, le ministre des Finances, Mthuli Ncube. La nation d'Afrique australe a abandonné le dollar zimbabwéen en 2009, après une inflation recoord sans précédent, selon le FMI, et a légalisé le commerce dans une gamme de devises, dont le dollar et le rand. L'économie s'était effondrée après l'échec d'un programme de réforme agraire, lancé en 2000, qui a vu la saisie de fermes commerciales appartenant

La suite à la page 13

ZIMBABWE

La suite de la page 12



Le reste des fonds est alloué aux vaccins Covid, aux écoles, aux hôpitaux et aux infrastructures

à des fermiers Blancs et l'effondrement, plus tard, des recettes d'exportation. Le FMI a injecté un montant record de 650 milliards de dollars d'actifs de réserve pour renforcer la confiance et favoriser la résilience et la stabilité de l'économie mondiale, à la suite des ravages causés par la pandémie de coronavirus.

Soutenir l'acquisition de vaccins et l'investissement

Le Zimbabwe a accepté payer 3,5 milliards de dollars aux agriculteurs dont la moitié est due en juillet 2022, pour régler le différend, vieux de deux décennies qui a envenimé les relations avec les pays occidentaux dont les États-Unis et le Royaume-Uni. «L'idée est un véhicule à usage spécial à partir duquel nous pouvons ensuite lever des ressources sur le dos de certaines recettes fiscales bloquées, provenant de sources spécifiques qui sont cantonnées», a déclaré le ministre, ajoutant que la taxe pourrait prendre la forme de redevances minières. Les DTS restants du Zimbabwe seront utilisés pour soutenir l'acquisition de vaccins Covid-19, l'investissement dans les écoles, les hôpitaux et les routes et d'autres priorités, a-t-il préisé. Des fonds renouvelables seront également mis en place pour aider les fabricants et les sociétés minières à acheter de nouveaux équipements et pour relancer l'industrie horticole en encourageant la culture de roses, de noix de macadamia et de myrtilles, a-t-il conclu.

Source: Bloomberg News.

K.Fiakofi

L'Afrique du Sud a le plus élevé taux de chômage au monde

Le taux de chômage est passé à 34,4% au deuxième trimestre, contre 32,6% au cours des trois mois jusqu'en mars, a annoncé mardi 24 août Statistics South Africa, dans un rapport publié dans la capitale, Pretoria.

Le chômage, selon le bureau de Statistics South Africa , qui inclut les personnes qui étaient disponibles pour travailler mais qui ne cherchaient pas d'emploi, est passé à 44,4 % contre 43,2 % au premier trimestre. Alors que le taux de chômage est désormais le plus élevé des pays, selon le site Bloomberg, les données de certains de ces pays sont obsolètes. Stats SA a déclaré à Eyewitness news que le taux de chômage chez les femmes était de 36,8% au deuxième trimestre 2021, contre 32,4% chez les hommes, selon la définition officielle du chômage. Stats

La suite à la page 14

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 13



L'Afrique du Sud a enregistré un nouveau record de son taux de chômage, 34,4 % entre avril et juin

SA a déclaré que le taux de chômage chez les femmes sud africaines noires était de 41% au cours de cette période, contre seulement 8,2% chez les femmes blanches, 22,4% chez les femmes indiennes ou asiatiques et 29,9% chez les femmes de couleur.

Crée des emplois absorbant la main-d'œuvre

L'Alliance démocratique (DA) a déclaré que les derniers chiffres du chômage devraient être un signal d'alarme massif pour le gouvernement. Le député DA Michael Cardo, porte-parole du parti sur l'emploi et le travail, a déclaré à l'agence Reuters que le fait que le taux de chômage accru se situe désormais à un niveau record de 44%, selon l'enquête trimestrielle sur la



En Afrique du sud, 1 actif sur 3 est désormais sans emploi

main-d'œuvre, suggère un train en fuite, destiné à la catastrophe. Cardo a ajouté que les efforts du gouvernement devraient se concentrer sur la création d'emplois par le secteur privé ,précisant que le fait que près de 12 millions de Sud-Africains n'aient pas de travail était époustouflant. "Le gouvernement doit de toute urgence faire de la création d'emplois absorbant la main-d'œuvre la priorité politique numéro un de l'Afrique du Sud, car un emploi est la meilleure garantie de sécurité sociale" a-t-il déclaré.

Source : ewn.co.za

K.Fiakofi

MADAGASCAR

Changement climatique : Madagascar au bord de la famine

Madagascar est sur le point de connaître la première famine liée au changement climatique au monde. Des dizaines de milliers de personnes souffrent déjà à des **niveaux catastrophiques de la faim et de l'insécurité alimentaire, après 4 ans de sécheresse, selon les Nations Unies.**



Plus de 30 000 personnes en insécurité alimentaire élevée



L'impact de la sécheresse se fait sentir dans les communautés agricoles au sud du pays

La pire sécheresse depuis quatre décennies a dévasté des communautés agricoles isolées dans le sud du pays, laissant les familles chercher des insectes pour survivre. «Ce sont des conditions proches de la famine et elles sont dues au climat et non aux conflits», a déclaré Shelley Thakral du Programme alimentaire mondial des Nations Unies. L'ONU estime que 30 000 personnes connaissent actuellement le niveau d'insécurité alimentaire le plus élevé, internationalement reconnu niveau 5. Et il est à craindre que le nombre de personnes affectées puisse augmenter fortement alors que Madagascar entre dans la traditionnelle «saison de soudure» avant la récolte. «C'est sans précédent. Ces personnes n'ont rien fait pour contribuer au changement climatique. Ils ne brûlent pas de combustibles fossiles et pourtant, ils subissent de plein fouet le changement climatique», a déclaré Shelley Thakral.

Améliorer la gestion de l'eau

Bien que le pays connaisse de fréquentes sécheresses et soit souvent affecté par le changement des conditions météorologiques causé par El Niño, les experts pensent

La suite à la page 16

TCHAD

La suite de la page 15

que la crise actuelle peut être directement liée au changement climatique et cela devrait augmenter si le changement climatique se poursuit. «À bien des égards, cela peut être considéré comme un argument très puissant pour que les gens changent leurs habitudes», a déclaré à la BBC , Dr Rondro Barimalala, de l'Université du Cap en Afrique du Sud. En observant les mêmes données atmosphériques à l'Université de Santa Barbara en Californie, le directeur du Climate Hazards Center, Chris Funk, a confirmé le lien avec le «réchauffement de l'atmosphère», et a déclaré que les autorités malgaches devaient travailler pour améliorer la gestion de l'eau. « Nous pensons qu›il y a beaucoup à faire à court terme. Nous pouvons souvent prévoir quand il y aura des pluies supérieures à la normale et les agriculteurs peuvent utiliser ces informations pour augmenter leur production agricole. Nous ne sommes pas impuissants face au changement climatique», confie-t-il.

Source: BBC

K.Fiakofi

Mahamat Déby veut d'une force mixte aux frontières libyennes



La sécurisation des frontières devrait permettre de résoudre la problématique de l'immigration clandestine, du trafic des êtres humains et du grand banditisme, selon Mahmat Deby (dr.)

Le président du Conseil militaire de transition au Tchad (CMT), Mahamat Idriss Déby, a proposé mercredi «de relancer l'accord sécuritaire quadripartite entre la Libye, le Soudan, le Niger et le Tchad» en créant une force mixte aux frontières libyennes, pour prévenir notamment l'incursion de groupes armés,[2] a indiqué Slate Afrique.

Le chef de la junte au Tchad a proposé mercredi «de relancer l'accord quadripartite entre la Libye, le Soudan, le Niger et le Tchad» en créant une force mixte aux frontières libyennes, pour prévenir notamment l'incursion de groupes rebelles comme celle d'avril qui a entrainé la mort d'Idriss Déby Itno, selon Slate Afrique. «*Le Tchad appuie l'initiative de relancer l'accord quadripartite avec la Libye, le soudan, le Niger par la mise en place d'une force mixte tout au long de ses frontières*», a déclaré Mahamat Idriss Déby à l'occasion de la première visite au Tchad du vice-président du Conseil présidentiel libyen, depuis le décès du président Déby, selon Slate Afrique. Un accord de coopération sécuritaire, entre ces quatre Etats pour lutter contre le terrorisme et les trafics, a été signé en 2018, sans empêcher l›installation de paramilitaires dans le sud libyen et l›incursion de rebelles par-delà la frontière dans un pays ravagé par une décennie de violences.

Des manœuvres politico-militaires

«*Notre pays est engagé résolument à jouer sa partition pour aider le peuple libyen, mais en retour le Tchad souhaite vivement que les mercenaires*

La suite à la page 17

SENEGAL

La suite de la page 16

et bandes armées écumant la Libye ne déstabilisent pas les pays voisins», a également précisé Mahamat Déby. «*Les questions relatives à la démilitarisation, à la démobilisation et à la réinsertion de ces hommes armés doivent être un préalable à ses objectifs*», a ajouté le président du Conseil militaire de transition, toujours selon la même source. Le vice-président du conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, a, de son côté, annoncé quant à lui, qu' «*une lutte sans merci est désormais engagée contre ces groupes de mercenaires armés*». Cette sortie du chef de la junte tchadienne vient s'ajouter aux différentes manœuvres politico-militaires de ce dernier qui a lancé «un appel pressant» pour un «dialogue national inclusif» censé «rassembler tous les Tchadiens pour former un pays apaisé». Le dernier fait en date est le retrait de la moitié de ses effectifs de la force du G5 Sahel dans la zone des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, évoquant «un redéploiement stratégique».

Source : Slate Afrique

Pierre Oued.

L'exécutif sénégalais crée 10.000 emplois verts



Pour le ministre de l'environnemen, Abdou Karim Sall, ce projet vient en réponse à la problématique de l'emploi des jeunes

Legouvernementsénégalais a créé 10.000 postes pour son programme « emplois verts », a annoncé vendredi**, le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Abdou Karim Sall, selon Sputnik News.**

Le ministre sénégalais de l'Environnement et du Développement durable a indiqué que 10 000 emplois verts seront créés par le gouvernement et répartis ainsi : 7 000 postes seront affectés à l'Agence nationale de la grande muraille verte et les 3.000 restants dans les différents services de son département ministériel, selon Sputnik news. «Ces nouvelles recrues vont passer une période test de 2 ans et puis nous allons évaluer avant de leur signer des CDI (contrats à durée indéterminée)», a indiqué Abdou Karim Sall.

Macky Sall s'investit personnellement pour les « métiers verts »

Macky Sall a fait savoir que ces nouvelles recrues allaient intervenir dans la lutte contre la déforestation, la protection de l'environnement, mais aussi dans la lutte contre les feux de brousse. Selon lui, ces nouveaux agents vont également suivre une formation avant leur déploiement sur le terrain. Le Président sénégalais avait réitéré, en mars dernier, sa décision de procéder à une réorientation des allocations budgétaires, avec un financement d'au moins 450 milliards de francs CFA (800 millions de dollars) pour une durée de 3 ans, dont 150 milliards en 2021.

Source : Sputnik News

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC/ Kinshasa: La Police démantèle une usine et neutralise 60 consommateurs de la drogue Bombé



La police a démantelé, le jeudi 26 août 2021, une usine de fabrication de la drogue, communément appelée 'Bombé', à Kinshasa, a rapporté Radio Okapi. A cet effet, plusieurs tonneaux de pierres, issues du tuyau d'échappement, qui constituent la matière première de fabrication de cette drogue, et quelques matériels, ont été confisqués par la police. Notre source a également indiqué, que trois sujets tunisiens, soupçonnés de consommer cette drogue, ont été arrêtés dans la commune de Ngaliema. Rappelons que cette drogue cause plusieurs dégâts à ses consommateurs, dont l'effet de dormir debout.

RDC: Deux présumés criminels arrêté à Kindu



La police nationale congolaise (PNC) a arrêté, le mercredi 25 août 2021, deux présumés bandits armés, accusés d'être impliqués dans plusieurs exactions à Kindu, dans la province du Maniema, a rapporté Radio Okapi. « J'instruis au ministre de la Justice de faire le suivi de ce dossier pour que ces messieurs soient jugés en flagrance. La paix ce n'est pas seulement pour le gouverneur de province, c'est la paix pour tous, filles et fils de la province », a réagi, le gouverneur intérimaire du Maniema, Afani Idrissa Mangala, cité par notre source. Par ailleurs, il a exhorté ses administrés à abandonner les pratiques criminelles, dans le but de préserver la paix.

Vaccin: BioNTech veut installer des usines au Sénégal et au Rwanda



Le laboratoire allemand BioNTech a indiqué, le vendredi 27 août 2021, son intention d'implanter des usines de fabrication de vaccins en Afrique, l'année prochaine, a rapporté leconomiste.com. Les usines seront implantées au Sénégal et au Rwanda, pour "soutenir l'approvisionnement en vaccins des pays membres de l'Union africaine", a indiqué la société dans un communiqué, cité par notre source. La décision a été prise après une recommandation, du Centre de contrôle et de prévention des maladies du continent (Africa CDC), qui dépend de l'UA.

Zimbabwe/Manicaland : Une augmentation de 135 % des incidences d'incendies de Veld



Depuis le début de la saison des incendies de veld, la province du Manicaland a enregistré 54 incendies, entraînant en fumée 8 495,67 hectares de terres contre 8 156,72 d'hectares en 2020, a rapporté NewZimbabwe.com, cité par allafrica. En conséquence, l'Agence de gestion de l'environnement (EMA) mène un programme, visant à surveiller les fermes disséminées dans la province, en ce qui concerne les mesures de prévention des incendies que les agriculteurs devraient mettre en place, a ajouté notre source.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info